

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1545

[C — 27414]

20 JUIN 1996. — Décret portant approbation de l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, signé à Bruxelles le 8 mars 1994 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes, signé à Bruxelles le 8 mars 1994, sort son plein et entier effet à partir de cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

**ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ETAT FÉDÉRAL, LES COMMUNAUTÉS ET LES RÉGIONS, RELATIF AUX MODALITÉS DE CONCLUSION DES TRAITÉS MIXTES**

Vu les articles 1er, 2, 3, 33, 34, 35, 39, 127-130, 167 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 92bis, § 1er et § 4ter;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 42, 60;

Vu l'article 31bis de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par la loi du 16 juin 1989 portant sur diverses réformes institutionnelles et modifié par la loi du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifiée par la loi du 18 juillet 1990 et la loi du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions, notamment les articles 4, 6, 55bis;

Considérant qu'il y a lieu d'établir dans l'ordre juridique interne les règles permettant au Royaume de Belgique de conclure des traités portant sur des compétences mixtes;

**I. Phase d'information et détermination de la qualité de traité mixte**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dès que le Gouvernement fédéral envisage d'entamer des négociations bilatérales ou multilatérales ou de participer à de telles négociations en vue de la rédaction d'un traité n'ayant pas exclusivement trait aux domaines attribués par ou en vertu de la Constitution à la compétence des Communautés, des Régions ou de l'Etat fédéral, il en informe aussitôt la Conférence interministérielle de la Politique étrangère.

- L'obligation stipulée à l'alinéa premier complète celle prévue à l'article 81 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et celle prévue à l'article 31bis de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles et la loi du 5 mai 1993 sur les relations internationales des Communautés et des Régions.

- Au cas où une Région ou une Communauté estime opportune l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un traité mixte, celle-ci en saisit la Conférence interministérielle de la " Politique étrangère", afin de demander que le Gouvernement fédéral prenne une initiative dans ce sens.

**Art. 2.** Quand une Région ou une Communauté n'envisage pas de participer à des négociations pouvant mener à la conclusion d'un traité mixte, elle communique sa décision à la Conférence interministérielle au plus tard trente jours après la date de l'acte d'information.

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — 112 (1995-1996) N<sup>os</sup> 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 12 juin 1996. Discussion - Vote.

Le secrétaire de la Conférence interministérielle en avertit le Ministre des Affaires étrangères, pour que celui-ci informe la partie étrangère de ce qu'une Région ou Communauté n'envisage pas à ce stade de participer aux négociations.

Une Région ou Communauté qui n'a pas participé à des négociations ayant mené à la conclusion d'un traité mixte, conserve le droit de signer le texte final du traité, sans plus pouvoir l'amender.

Si cette Région ou Communauté ne signe pas ce texte, les négociateurs belges informent la partie étrangère de la réserve de cette Région ou Communauté.

Art. 3. Dans le cadre de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère un groupe de travail traités mixtes est institué.

Ce groupe de travail est composé de représentants de l'autorité fédérale, des Communautés et des Régions.

La Présidence est assumée par le Ministère fédéral des Affaires étrangères.

Art. 4. La Conférence interministérielle arrête, sur proposition du groupe de travail traités mixtes, endéans les soixante jours après l'information visée à l'article 1er, le caractère mixte du traité, ainsi que, en vue des négociations, la composition de la délégation belge et la position à adopter.

## II. Négociations

Art. 5. Les représentants des diverses autorités concernées négocient sur pied d'égalité. Les négociants ont lieu sous la direction coordinatrice du Ministère des Affaires étrangères.

Un accord de coopération distinct sera conclu avec le Collège réuni de la Commission communautaire commune portant sur les modalités d'association du Collège réuni au processus de négociation.

Quand les négociations sont menées dans un pays étranger, les autorités concernées peuvent confier la direction des négociations à l'Ambassadeur belge en poste dans ce pays.

Art. 6. Les pleins pouvoirs (lettres de créance) pour la négociation de traités multilatéraux sont établis et signés par le Ministre des Affaires étrangères, moyennant l'accord formel des Ministres des Régions et/ou Communautés compétents pour les relations extérieures.

Art. 7. L'authentification des textes (paraphe) est assurée par le représentant du Ministre des Affaires étrangères et par les représentants des Régions et des Communautés concernées, comme arrêté par la CIPE.

Pour des raisons pratiques, il est possible de déroger à ce qui précède, moyennant concertation au sein de la CIPE.

## III. Signature

Art. 8. Les traités mixtes sont signés par le Ministre des Affaires étrangères ou par un représentant muni des pleins pouvoirs et par le Ministre désigné par le Gouvernement des Régions et/ou Communautés concernées, ou par un représentant muni des pleins pouvoirs.

Quand la signature a lieu à l'étranger, l'Ambassadeur en poste peut être mandaté à cet effet par les diverses autorités concernées.

Pour des raisons pratiques, il est possible de déroger à ce qui précède, moyennant concertation au sein de la CIPE.

En ce qui concerne l'emploi des langues, les parties au présent accord de coopération se réfèrent aux règles usuelles en vigueur au niveau fédéral.

## IV. Assentiment

Art. 9. Dès que le Ministre des Affaires étrangères dispose de l'original ou de la copie conforme, destiné(e) à la Belgique, d'un traité mixte, il en communique le texte aux autorités régionales et/ou communautaires intéressées en vue de son assentiment par les divers Conseils, ainsi qu'au Conseil d'Etat.

Art. 10. Les Communautés et les Régions informeront le Ministre des Affaires étrangères de l'assentiment par leurs Conseils. Les Régions et Communautés seront informées de l'assentiment par le Parlement fédéral.

Art. 11. Les diverses autorités concernées par un traité mixte s'efforceront d'obtenir un prompt assentiment par leur Parlement ou Conseil. Au cas où des difficultés se présenteraient à cet égard, elles en informeraient au plus tôt la CIPE en vue de concertations éventuellement nécessaires.

## V. Ratification. - Adhésion

Art. 12. Dès que toutes les assemblées parlementaires concernées auront donné leur assentiment, le Ministre des Affaires étrangères fera établir l'instrument de ratification ou d'adhésion de la Belgique et le soumettra à la signature du Roi. C'est également le Ministre des Affaires étrangères qui fait établir et transmettre à qui il appartient les notifications relatives à l'accomplissement des formalités internes.

Art. 13. Le Ministre des Affaires étrangères informe les autorités régionales et/ou communautaires intéressées de la date de ratification ou d'adhésion par la Belgique, de la date d'entrée en vigueur du traité et, le cas échéant, leur communique la liste des Etats liés à cette date.

## VI. Publication au *Moniteur belge*

Art. 14. Une fois accomplies les formalités d'entrée en vigueur d'un traité mixte, le texte ainsi que la loi d'assentiment, les références aux décrets et ordonnances d'assentiment et les renseignements relatifs à la ratification ou à l'adhésion et à l'entrée en vigueur, sont publiés au *Moniteur belge* par les soins du Ministre des Affaires étrangères.

## VII. Enregistrement auprès de l'organisation des Nations Unies

Art. 15. Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Ministre des Affaires étrangères fera enregistrer les traités mixtes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

## VIII. Conservation des textes originaux des traités mixtes

Art. 16. Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de la conservation des documents originaux, à savoir :

1. les pleins pouvoirs de l'autre partie contractante;
2. l'original des traités destiné à la Belgique;
3. les instruments de ratification, les procès-verbaux d'échange ou de dépôts des instruments de ratification;
4. les certificats d'enregistrement auprès de l'Organisation des Nations Unies.

## IX. Dénonciation

Art. 17. Le Roi dénonce les traités mixtes. Tant l'Autorité fédérale que toute autre Autorité régionale ou communautaire peut prendre l'initiative à cet effet. La dénonciation des traités mixtes s'effectue, avec l'approbation de toutes les Autorités concernées, au sein de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère.

## X. Dispositions finales

Art. 18. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 19. Les dispositions du présent accord de coopération peuvent être revues à la requête de toute partie contractante. Une requête de révision est examinée endéans les trois mois au sein de la CIPE.

Art. 20. Les développements sont une partie intégrante du présent accord de coopération.

Fait à Bruxelles, le 8 mars 1994, en six originaux, en langues française, néerlandaise et allemande.

Voor de Federale Regering :  
Pour le Gouvernement fédéral :  
Für die Föderalregierung:

De minister van Buitenlandse Zaken,  
Le Ministre des Affaires étrangères,  
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,  
W. CLAES

Pour le Gouvernement wallon :  
Voor de Waalse Regering :  
Für die Wallonische Regierung:

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Voor de Vlaamse Regering :  
Pour le Gouvernement flamand :  
Für die Flamische Regierung:

De minister-president en Vlaamse minister van Economie, KMO, Wetenschapsbeleid,  
Energie en Externe Betrekkingen,  
L. VAN DEN BRANDE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:  
Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :  
Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

Der Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,  
J. MARAÏTE

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :  
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :  
Für die Regierung der Region Brussel-Hauptstadt:

De minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations internationales,  
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté française :  
Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft:

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 1545

[C — 27414]

20. JUNI 1996 — Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens, abgeschlossen zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen bezüglich der Bestimmungen für den Abschluß von gemischten Verträgen, unterzeichnet in Brüssel am 8. März 1994 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

**Einziger Artikel.** Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen bezüglich der Bestimmungen für den Abschluß von gemischten Verträgen, unterzeichnet in Brüssel am 8. März 1994, wird ab diesem Datum vollständig und unbegrenzt wirksam.

(1) Sitzungsperiode 1995-1996.

Dokumente des Rates. — 112 (1995-1996) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll; — Öffentliche Sitzung vom 12. Juni 1996 Diskussion - Abstimmung.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Juni 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Sportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

### ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN ZWISCHEN DEM FÖDERALSTAAT, DEN GEMEINSCHAFTEN UND DEN REGIONEN BEZÜGLICH DER BESTIMMUNGEN FÜR DEN ABSCHLUSS VON GEMISCHTEN VERTRÄGEN

Aufgrund der Artikel 1, 2, 3, 33, 34, 35, 39, 127-130, 167 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, das Sondergesetz vom 5. Mai 1993 über die internationalen Beziehungen der Gemeinschaften und Regionen und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 6bis, 92bis, § 1 und § 4ter;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 5. Mai 1993 über die internationalen Beziehungen der Gemeinschaften und Regionen und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur, insbesondere der Artikel 4, 42, 60;

Aufgrund des Artikels 31bis des Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch das Gesetz vom 16. Juni 1989 über gewisse institutionelle Reformen und abgeändert durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 über die internationalen Beziehungen der Gemeinschaften und Regionen;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und das Gesetz vom 5. Mai 1993 über die internationalen Beziehungen der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere der Artikel 4, 6, 55bis;

In Anbetracht der Tatsache, daß es erforderlich ist, innerhalb der internen Rechtsordnung die Regeln festzulegen, die es dem Königreich Belgien erlauben, Verträge mit Bezug auf gemischte Befugnisse abzuschließen:

#### 1. Informationsphase und Bezeichnung in der Eigenschaft als gemischter Vertrag

Artikel 1 - Sobald es die Föderalregierung in Betracht zieht, bilaterale oder multilaterale Verhandlungen aufzunehmen oder an derlei Verhandlungen teilzunehmen im Hinblick auf die Abfassung eines Vertrages, der sich nicht ausschließlich auf die Befugnisbereiche bezieht, die den Gemeinschaften, den Regionen oder dem Föderalstaat durch die oder aufgrund der Verfassung zugewiesen wurden, setzt sie die Interministerielle Konferenz "Außenpolitik" unverzüglich davon in Kenntnis.

Die im ersten Absatz erwähnte Verpflichtung vervollständigt die in Artikel 81 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 5. Mai 1993 über die internationalen Beziehungen der Gemeinschaften und der Regionen und das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur und die in Artikel 31bis des Gesetzes vom 9. August 1980 der institutionellen Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juni 1989 über gewisse institutionelle Reformen und das Gesetz vom 5. Mai 1993 über die internationalen Beziehungen der Gemeinschaften und Regionen vorgesehene Verpflichtung.

Wenn eine Gemeinschaft oder eine Region es für zweckmäßig erachtet, Verhandlungen im Hinblick auf das Abschließen eines gemischten Vertrages aufzunehmen, befaßt sie die Interministerielle Konferenz der "Außenpolitik" damit, um darum zu bitten, daß die Föderalregierung eine Initiative in diesem Sinne ergreift.

Art. 2 - Wenn sich eine Gemeinschaft oder eine Region nicht an Verhandlungen beteiligen möchte, die zum Abschluß eines gemischten Vertrages führen können, teilt sie der Interministeriellen Konferenz ihren Entschluß spätestens dreißig Tage nach dem Datum der Informationsakte mit.

Der Sekretär der Interministeriellen Konferenz setzt den Minister der Auswärtigen Angelegenheiten davon in Kenntnis, damit dieser seinerseits den ausländischen Partner informieren kann, daß sich eine Gemeinschaft oder eine Region in diesem Stadium nicht an den Verhandlungen beteiligen möchte.

Eine Gemeinschaft oder eine Region, die nicht an Verhandlungen teilgenommen hat, die zum Abschluß eines gemischten Vertrages geführt haben, behält das Recht, den endgültigen Vertragstext zu unterzeichnen, ohne ihn jedoch abändern zu können.

Wenn diese Gemeinschaft oder Region diesen Text nicht unterzeichnet, informieren die belgischen Verhandlungspartner den ausländischen Partner über die Vorbehalte dieser Gemeinschaft oder Region.

Art. 3 - Im Rahmen der Interministeriellen Konferenz "Außenpolitik" wird eine Arbeitsgruppe "Gemischte Verträge" eingesetzt.

Diese Arbeitsgruppe setzt sich aus Vertretern der Föderalbehörde, der Gemeinschafts- und der Regionalbehörden zusammen.

Den Vorsitz dieser Arbeitsgruppe führt der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten.

Art. 4 - Auf Vorschlag der Arbeitsgruppe "Gemischte Verträge" stellt die Interministerielle Konferenz innerhalb von sechzig Tagen nach der in Artikel 1 erwähnten Information den gemischten Charakter des Vertrages fest und legt - im Hinblick auf Verhandlungen - die Zusammensetzung der belgischen Delegation und den zu vertretenden Standpunkt fest.

## II. Verhandlungen

Art. 5 - Die Vertreter der verschiedenen betroffenen Behörden treten als gleichwertige Verhandlungspartner auf. Die Verhandlungen finden unter der koordinierenden Leitung des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten statt.

Mit dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission wird ein getrenntes Zusammenarbeitsabkommen über die Bestimmungen zur Beteiligung des Vereinigten Kollegiums am Verhandlungsprozeß geschlossen.

Werden die Verhandlungen im Ausland geführt, können die betroffenen Behörden den in diesem Lande amtierenden belgischen Botschafter mit der Leitung der Verhandlungen betrauen.

Art. 6 - Die Verhandlungsvollmachten (Beglaubigungsschreiben) für die Verhandlung der multilateralen Verträge werden mit dem ausdrücklichen Einverständnis der für die Auswärtigen Beziehungen zuständigen Minister der Gemeinschaften und/oder der Regionen vom Minister der Auswärtigen Angelegenheiten ausgestellt und unterzeichnet.

Art. 7 - Die Beurkundung der Texte (Namenszug) wird durch den Vertreter des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten und durch die Vertreter der betroffenen Gemeinschaften und Regionen gewährleistet, so wie es von der Interministeriellen Konferenz "Außenpolitik" festgehalten wurde.

Aus praktischen Gründen ist mittels Konzertierung innerhalb der Interministeriellen Konferenz der "Außenpolitik" eine Abweichung von dem vorher Erwähnten möglich.

## III. Unterzeichnung

Art. 8 - Die gemischten Verträge werden vom Minister der Auswärtigen Angelegenheiten oder einem bevollmächtigten Vertreter und von dem von der betroffenen Gemeinschafts- und/oder Regionalregierung bezeichneten Minister oder einem bevollmächtigten Vertreter unterzeichnet.

Erfolgt die Unterzeichnung im Ausland, kann der in diesem Land amtierende Botschafter zu diesem Zweck von den verschiedenen betroffenen Behörden bevollmächtigt werden.

Aus praktischen Gründen ist mittels Konzertierung innerhalb der Interministeriellen Konferenz "Außenpolitik" eine Abweichung von dem vorher Erwähnten möglich.

In bezug auf den Sprachengebrauch berufen sich die an vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen beteiligten Parteien auf die auf Föderalebene gültigen üblichen Bestimmungen.

## IV. Billigung

Art. 9 - Sobald der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten über den für Belgien bestimmten Originaltext oder über die beglaubigte Abschrift eines gemischten Vertrages verfügt, übermittelt er den betroffenen Gemeinschafts und/oder Regionalbehörden den Text zwecks Billigung durch die jeweiligen Räte, ebenso wie dem Staatsrat.

Art. 10 - Die Gemeinschaften und die Regionen informieren den Minister der Auswärtigen Angelegenheiten über die Billigung durch ihren Rat. Die Gemeinschaften und Regionen werden ihrerseits über die Billigung durch das Föderalparlament informiert.

Art. 11 - Die verschiedenen von einem gemischten Vertrag betroffenen Behörden bemühen sich, eine unverzügliche Billigung durch ihr Parlament oder ihren Rat zu erhalten. Sollten diesbezüglich Schwierigkeiten auftreten, setzen sie die Interministerielle Konferenz "Außenpolitik" im Hinblick auf eventuell erforderliche Verhandlungen unverzüglich davon in Kenntnis.

## V. Ratifizierung - Beitritt

Art. 12 - Sobald der gemischte Vertrag die Billigung aller betroffenen parlamentarischen Versammlungen gefunden hat, läßt der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten die Ratifizierungs- oder Beitrittsurkunde Belgiens aufsetzen und unterbreitet sie dem König zwecks Unterzeichnung. Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten verfaßt ebenfalls die Mitteilungen über die Beendigung des internen Verfahrens und leitet sie an alle Betroffenen weiter.

Art. 13 - Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten informiert die betroffenen Gemeinschafts- und/oder Regionalbehörden über das Datum der Ratifizierung durch Belgien oder des Beitritts Belgiens sowie über das Datum des Inkrafttretens des Vertrages und übermittelt ihnen gegebenenfalls die Liste der Staaten, die an dieses Datum gebunden sind.

## VI. Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt

Art. 14 - Sobald die Formalitäten des Inkrafttretens eines gemischten Vertrages abgeschlossen sind, werden der Text ebenso wie das Gesetz zur Billigung, die Verweise auf die Dekrete und Verordnungen zur Billigung und die Angaben über die Ratifizierung oder den Beitritt und das Inkrafttreten durch Vermittlung des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

## VII. Einregistrierung bei der Organisation der vereinten Nationen

Art. 15 - Entsprechend Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen wird der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten die gemischten Verträge bei der Organisation der Vereinten Nationen einregistrieren lassen.

## VIII. Aufbewahrung der Originaltexte der gemischten Verträge

Art. 16 - Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten ist mit der Aufbewahrung der Originaldokumente beauftragt; das sind

1. die Vollmachten des anderen Vertragspartners;
2. der für Belgien bestimmte Originalvertrag;
3. die Ratifizierungsurkunden, die Protokolle über den Austausch oder die Hinterlegung der Ratifizierungsurkunden;
4. die Belege der Einregistrierung bei der Organisation der Vereinten Nationen.

## IX. Aufkündigung

Art. 17 - Der König kündigt die gemischten Verträge auf. Ebenso die föderale Behörde wie jede andere Gemeinschafts- oder Regionalbehörde kann dazu die Initiative ergreifen. Die Aufkündigung der gemischten Verträge erfolgt mit dem Einverständnis aller betroffenen Behörden innerhalb der Interministeriellen Konferenz "Außenpolitik".

## X. Schlussbestimmungen

Art. 18 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

Art. 19 - Die Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens können auf Antrag einer jeden der vertragsschließenden Parteien angepaßt werden. Ein Antrag auf Revision wird innerhalb von drei Monaten in der Interministeriellen Konferenz "Außenpolitik" geprüft.

Art. 20 - Die Erläuterung ist integraler Bestandteil des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

Voor de Federale Regering :  
Pour le Gouvernement fédéral :  
Für die Föderalregierung:

De minister van Buitenlandse Zaken,  
Le Ministre des Affaires étrangères,  
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,  
W. CLAES

Pour le Gouvernement wallon :  
Voor de Waalse Regering :  
Für die Wallonische Regierung:

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures  
et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Voor de Vlaamse Regering :  
Pour le Gouvernement flamand :  
Für die Flämische Regierung:

De minister-president en Vlaamse minister van Economie, KMO, Wetenschapsbeleid,  
Energie en Externe Betrekkingen,  
L. VAN DEN BRANDE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:  
Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :  
Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

Der Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,  
J. MARAITE

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :  
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :  
Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt:

De minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations internationales,  
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté française :  
Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft:

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1545

[C — 27414]

20 JUNI 1996. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen, ondertekend te Brussel op 8 maart 1994 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen, ondertekend te Brussel op 8 maart 1994, heeft volkomen uitwerking vanaf die datum.

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad. — 112 (1995-1996) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 12 juni 1996. Bespreking - Stemming.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

**SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE OVERHEID,  
DE GEMEENSCHAPPEN EN DE GEWESTEN OVER DE NADERE REGELEN  
VOOR HET SLUITEN VAN GEMENGDE VERDRAGEN**

Gelet op de artikelen 1, 2, 3, 33, 34, 35, 39, 127-130, 167 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6bis, 92bis, par. 1 en par. 4ter;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 42, 60;

Gelet op artikel 31bis van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990 en de wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 55bis;

Overwegende dat het wenselijk is om in de interne rechtsorde nadere regelen op te stellen opdat het Koninkrijk België verdragen kan sluiten die slaan op gemengde bevoegdheden;

**I. Informatie en kwalificatie van een gemengd verdrag**

Artikel 1. - Zodra de federale Regering de bedoeling heeft bilaterale of multilaterale onderhandelingen aan te vatten, of deel te nemen aan dergelijke onderhandelingen met het oog op het opstellen van een verdrag dat niet uitsluitend betrekking heeft op de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen, de Gewesten, of de Federale Staat door of krachtens de Grondwet bevoegd zijn, wordt de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid hiervan onverwijld in kennis gesteld.

- De in de eerste alinea opgelegde verplichting vervolledigt die welke opgenomen is in artikel 81 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en deze voorzien in artikel 31bis van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen en de wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten.

- Als een Gewest of Gemeenschap het opportuun acht onderhandelingen aan te vatten met het oog op het sluiten van een gemengd verdrag, wordt een beroep gedaan op de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid die de federale Regering verzoekt in die zin een initiatief te nemen.

Art. 2. Wanneer een Gewest of een Gemeenschap niet de bedoeling heeft deel te nemen aan onderhandelingen die kunnen leiden tot het sluiten van een gemengd verdrag, stelt zij de Interministeriële Conferentie hiervan in kennis, uiterlijk dertig dagen na de datum van informatie-akte aan de ICBB.

De secretaris van de Interministeriële Conferentie licht de Minister van Buitenlandse Zaken hierover in, zodat deze laatste de buitenlandse partij kan informeren over het feit dat een Gewest of Gemeenschap nog niet de bedoeling heeft deel te nemen aan de onderhandelingen.

Een Gewest dat of een Gemeenschap die niet deelnam aan de onderhandelingen die geleid hebben tot het sluiten van een gemengd verdrag, behoudt het recht de eindtekst van het akkoord te ondertekenen zonder hem evenwel te kunnen amenderen.

Als dit Gewest of deze Gemeenschap deze tekst niet ondertekent, informeren de Belgische onderhandelaars de buitenlandse partij over het voorbehoud van dit Gewest of deze Gemeenschap.

Art. 3. In het kader van de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid wordt een werkgroep gemengde verdragen ingesteld.

Deze werkgroep is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Federale Overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten. Het voorzitterschap wordt waargenomen door het federale Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Art. 4. Op voorstel van de werkgroep gemengde verdragen stelt de Interministeriële Conferentie binnen zestig dagen na de informatie bedoeld in artikel 1 het gemengd karakter van het verdrag vast, alsook - met het oog op de onderhandelingen - de samenstelling van de Belgische delegatie en de onderhandelingspositie.

## II. Onderhandelingen

Art. 5. De vertegenwoordigers van de betrokken overheden onderhandelen op voet van gelijkheid. De onderhandelingen vinden plaats onder de coördinerende leiding van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Met het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt een afzonderlijk samenwerkingsakkoord gesloten over de modaliteiten van betrokkenheid van het Verenigd College bij het onderhandelingsproces.

Wanneer de onderhandelingen in het buitenland worden gevoerd, kunnen de betrokken overheden de leiding van de onderhandelingen toevertrouwen aan de Belgische ambassadeur in dit land.

Art. 6. De onderhandelingsvolmachten (geloofsbriefen) voor multilaterale verdragen worden opgesteld en ondertekend door de minister van Buitenlandse Zaken met formele instemming van de ministers van de Gewesten en/of Gemeenschappen bevoegd voor de externe betrekkingen.

Art. 7. De vertegenwoordigers van de minister van Buitenlandse Zaken en de vertegenwoordigers van de betrokken Gewesten en Gemeenschappen, authenticiseren (parafieren) de teksten zoals bepaald door de ICBB.

Om praktische redenen kan hiervan worden afgeweken na gezamenlijk overleg in de ICBB.

## III. Ondertekening

Art. 8. De gemengde verdragen worden ondertekend door de minister van Buitenlandse Zaken of een gevolmachtigd vertegenwoordiger en de door de betrokken Gewest- en/of Gemeenschapsregeringen aangewezen minister, of een gevolmachtigd vertegenwoordiger.

Wanneer de ondertekening in het buitenland plaatsvindt, kunnen de betrokken overheden de ambassadeur op post hiertoe machtigen.

Om praktische redenen kan hiervan worden afgeweken na gezamenlijk overleg in de ICBB.

Wat betreft het gebruik van de talen, verwijzen de partijen bij dit akkoord naar de op federaal niveau geldende gebruikelijke regels.

## IV. Instemming

Art. 9. Zodra de minister van Buitenlandse Zaken beschikt over het voor België bestemde origineel of eensluidend afschrift van een gemengd verdrag, bezorgt hij de tekst ervan - met het oog op de instemming van de diverse Raden - aan de betrokken Gewest en/of Gemeenschapsverheden. Hij stuurt ook een eensluidend afschrift aan de Raad van State.

Art. 10. De Gemeenschappen en de Gewesten geven de minister van Buitenlandse Zaken kennis van de instemming van hun Raden. De Gewesten en Gemeenschappen worden ingelicht over de instemming in het federale parlement.

Art. 11. De overheden betrokken bij het gemengd verdrag zetten zich maximaal in voor een tijdsinstemming door hun Parlement of Raad. Mochten ter zake problemen rijzen, dan stellen zij zo spoedig mogelijk de ICBB hiervan op de hoogte met het oog op het eventueel noodzakelijke overleg.

## V. Bekrachtiging -- Toetreding

Art. 12. Zodra alle betrokken parlementaire assemblees hun instemming betuigd hebben, maakt de minister van Buitenlandse Zaken de bekrachtigings- of toetredingsoorkonde van België op en legt die aan de Koning ter ondertekening voor. Ook de kennisgevingen over de beëindiging van de interne procedures worden door de minister van Buitenlandse Zaken opgesteld en ter bestemming geleid.

Art. 13. De minister van Buitenlandse Zaken licht de betrokken Gemeenschaps- en/of Gewestoverheden in over de datum van bekrachtiging/toetreding door België, de datum van inwerkingtreding van het verdrag en in voorkomend geval, over de stand van de op dat ogenblik gebonden staten.

## VI. Publikatie in het *Belgisch Staatsblad*

Art. 14. Als de formaliteiten van de inwerkingtreding van een gemengd verdrag eenmaal zijn vervuld, wordt de tekst samen met de wet van instemming, de referenties m.b.t. de decreten/ordonnanties van instemming en informatie over de bekrachtiging of toetreding en inwerkingtreding, door toedoen van de minister van Buitenlandse Zaken in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

## VII. Registratie bij de organisatie van de Verenigde Naties

Art. 15. Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties, laat de minister van Buitenlandse Zaken de gemengde verdragen registreren bij de Organisatie van de Verenigde Naties.

## VIII. Bewaring van de originele teksten van de gemengde verdragen

Art. 16. De minister van Buitenlandse Zaken ziet erop toe dat de oorspronkelijke stukken bewaard worden. Dit zijn :

1. de volmachten van de andere verdragsluitende partij;
2. het voor België bestemde origineel van de verdragen;
3. de bekrachtigingsoorkonden, processen-verbaal van uitwisseling of neerlegging van bekrachtigingsoorkonden;
4. de attesten van registratie bij de Organisatie van de Verenigde Naties.

## IX. Opzegging

Art. 17. De Koning zegt de gemengde verdragen op. Zowel de federale overheid als elke andere Gewest- en/of Gemeenschapsverheid kan het initiatief daartoe nemen. De gemengde verdragen worden opgezegd met instemming van alle betrokken overheden, in het kader van de Interministeriële Conferentie voor het buitenlands beleid.

## X. Slotbepalingen

Art. 18. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Art. 19. De bepalingen van het samenwerkingsakkoord kunnen op verzoek van elke partij herzien worden. Een verzoek tot herziening wordt binnen drie maanden onderzocht in de ICBB.



Art. 20. De toelichting maakt integraal deel uit van het samenwerkingsakkoord.  
Gedaan te Brussel, op 8 maart 1994, in zes originelen, in de Nederlandse, Franse en Duitse taal.

Voor de Federale Regering :  
Pour le Gouvernement fédéral :  
Für die Föderalregierung:

De minister van Buitenlandse Zaken,  
Le Ministre des Affaires étrangères,  
Der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten,  
W. CLAES

Pour le Gouvernement wallon :  
Voor de Waalse Regering :  
Für die Wallonische Regierung:

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Voor de Vlaamse Regering :  
Pour le Gouvernement flamand :  
Für die Flamische Regierung:

De minister-president en Vlaamse minister van Economie,  
KMO, Wetenschapsbeleid, Energie en Externe Betrekkingen,  
L. VAN DEN BRANDE

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:  
Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :  
Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

Der Minister-Präsident und Minister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,  
J. MARAITE

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :  
Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :  
Für die Regierung der Region Brussel-Hauptstadt:

De minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations internationales,  
J. CHABERT

Pour le Gouvernement de la Communauté française :  
Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :  
Für die Regierung der Französischen Gemeinschaft:

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

F. 96 -- 1546

[C - 27420]

27 JUIN 1996

**Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981  
concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées en dernier lieu par la loi du 5 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et du Gouvernement wallon des 1er avril 1993, 10 mars 1994 et 6 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques a eu notamment pour effet de modifier le statut organique de celles-ci;

Qu'en vertu de l'autonomie leur conférée, ces mêmes entreprises publiques économiques ont modifié les statuts administratif et pécuniaire de leur personnel;

Considérant que les membres du personnel de certains organismes d'utilité ou d'intérêt public relèvent de régimes administratif et pécuniaire distincts de ceux applicables au personnel de l'Etat;

Considérant que les dispositions des articles 11 et 13 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 décembre 1981 tel que modifié par les arrêtés subséquents ont pour effet de limiter la rétribution des membres et agents de cabinet aux taux et conditions prévus pour le personnel de l'Etat;